

Chapitre 9

Le retour des crises financières depuis le tournant libéral

« En quoi les crises économiques et financières majeures marquent-elles une étape dans le développement économique et social ? On se placera dans une double perspective historique, depuis le début du XIX^e siècle, et économique. »

(HEC, épreuve écrite du concours 2002.)

Remarques préalables

Une crise économique et financière majeure remet en question les bases sur lesquelles reposaient avant elle le financement et le fonctionnement de l'économie. On peut ranger dans cette catégorie les crises de 1873, 1929, 1973 et probablement 2007, en remarquant qu'au moins les deux premières font coïncider les points de retournement d'un cycle Kondratiev et d'un cycle Juglar.

Le mot étape est à prendre dans le sens d'une rupture et d'un dépassement des obstacles qui entravaient la croissance.

Le sujet porte sur le point de savoir si les crises sont porteuses d'enseignements dont les agents peuvent tirer parti pour avancer sur la voie du progrès économique et du développement social. Il amène à se demander si les crises majeures marquent effectivement des étapes permettant de surmonter les contradictions et les limites du mode de développement qui prévalait avec elles.

Pour le traiter, on peut s'inspirer de la remarque de Lionel Stoléru observant que le mot chinois pour crise est formé de deux idéogrammes dont l'un signifie danger et l'autre opportunité. Dans cette optique :

- On peut les voir comme des étapes sur la voie du développement économique et social avec des conséquences positives à terme, mais en n'oubliant pas que le prix à payer peut être très élevé et que leur issue n'est jamais certaine.
- Mais on peut aussi considérer qu'elles ne sont que des accidents et que la dynamique du développement résulte d'autres forces.

Proposition de plan

I. Les crises sont effectivement des étapes marquantes du processus de destruction créatrice

A. Cela se traduit dans l'ordre technologique.

Cet aspect a été mis en évidence par Kondratiev et par Schumpeter. Dans la phase A, une grappe d'innovations motrices entraîne toute l'économie dans un mouvement ascendant ; la crise survient lorsque ses effets se sont épuisés. Pendant la phase B se mettent en place les conditions favorables à l'éclosion de la vague suivante de progrès technologiques.

Pour étoffer l'argumentation sur ce point, référez-vous aux paragraphes II et III du chapitre 8.

On peut illustrer ce point en remarquant qu'après plusieurs décennies de remises en ordre et de perturbations, 1873 mène à la deuxième révolution industrielle ; 1929 aux Trente Glorieuses et 1973 à l'éclosion des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

Vous trouverez des précisions aux paragraphes II et III du chapitre 3 ainsi qu'aux paragraphes III et IV du chapitre 4.

B. La destruction créatrice concerne aussi les institutions.

C'est ce que montre l'approche dite institutionnaliste, et en particulier celle de l'école de la régulation.

1873 marque l'entrée dans l'ère industrielle et la mise en place d'un nouveau mode de régulation concurrentiel caractérisé par la flexibilité des prix, un fort degré de concurrence, une gestion rigoureuse de la monnaie, un protectionnisme modéré qui n'empêche pas l'ouverture des économies et un rapport salarial fondé sur la précarité.

À l'issue de la dépression des années 1930 s'impose un mode de régulation monopoliste indissociable de la forte croissance des Trente Glorieuses. Les pouvoirs publics sont alors à même de mettre en œuvre des politiques appropriées, aussi bien au plan conjoncturel que structurel.

L'école de la régulation met donc l'accent sur le rôle des pouvoirs publics et sur leur capacité à renouveler (ou non) le cadre institutionnel préexistant à la crise et dont elle a montré les limites. Dans cette optique, la crise peut pousser à la mise en place d'un nouveau mode de régulation capable d'assurer la cohérence de tous les éléments du système et de gérer les tensions et les déséquilibres que suscite son fonctionnement. Mais rien ne garantit que de nouveaux arrangements institutionnels puissent émerger rapidement, et la phase d'incertitude et de tâtonnement peut durer très longtemps.

Transition

L'issue des crises, leurs aspects positifs ou non en termes de développement, dépendent du contexte et de la capacité de réaction des sociétés et de leurs agents. Rien donc ne garantit qu'elles favorisent le développement économique et social. En outre, leurs coûts peuvent être extrêmement élevés. Avant d'être porteuse de solutions nouvelles, la crise de 1929 a d'abord mené à la Seconde Guerre mondiale. On peut aussi remarquer que si les pays dominants peuvent être poussés par les crises à adopter des changements permettant la poursuite de leur développement, pour les pays en développement les crises sont toujours nuisibles.

II. On peut donc contester que les crises soient des étapes sur la voie du progrès

A. Les crises sont des accidents.

Au plan théorique, c'est ce qui ressort des analyses des libéraux contemporains, aux yeux desquels les crises sont dues soit à des erreurs commises par des institutions publiques, soit à des chocs aléatoires. Ainsi les monétaristes, avec Friedman, imputent à des erreurs des responsables de la politique monétaire l'aggravation catastrophique de la crise en 1931 et l'ampleur de la récession qui a suivi les chocs pétroliers. Niant aussi que les crises puissent être provoquées par un fonctionnement défectueux des marchés, les modèles de la nouvelle économie classique les interprètent comme la conséquence de chocs aléatoires d'origine monétaire (Lucas) ou réelle (Kydland et Prescott).

Sur ces points, référez-vous au paragraphe IV-C du chapitre 7.

Dans cette optique, les crises ne sont pas des points de passage obligés du développement.

Au plan des faits, c'est aussi ce qui ressort de la prise en compte des crises essentiellement financières survenues depuis 1982 dont l'analyse fait l'objet du chapitre 9 du livre.

Rien en fait ne garantit l'émergence de solutions à travers ces crises, ce qui pourtant est la condition pour qu'elles se transforment en étapes du développement économique et social.

B. La dynamique du développement dépend d'autres forces.

Les crises qu'il est réducteur de théoriser à partir d'un concept unique ne favorisent pas nécessairement cette dynamique. Ces forces sont le progrès technique, les effectifs de la population en âge de travailler, la puissance productive du travail des habitants, la qualité de la gouvernance. Ces éléments sont évoqués dans le chapitre 6 sur les théories de la croissance.

Les travaux des économistes sur la croissance montrent clairement que les crises en tant que telles ne sont pas des étapes nécessaires sur la voie du développement et qu'il faut se garder de tout déterminisme. Leur point de vue est conforté par celui des historiens contestant la légitimité du concept de crise entendu au singulier.

En dehors de quelques caractéristiques très élémentaires (dérèglement étendu à l'ensemble de l'économie, brutalité, courte durée, baisse ou ralentissement de la production et de la consommation, montée du chômage), c'est la pluralité des crises qui semble l'emporter sur l'unicité. En définitive, il semble bien peu légitime de regrouper la crise de 1929 dans la même catégorie que celles de la seconde moitié du XIX^e siècle. Il en est de même de la crise de 1929 et de la crise des années 1970-1980.

Les travaux d'historiens français comme F. Caron (sur le rôle des chemins de fer) ou J. Bouvier (sur la crise de 1881-1882) rejettent le concept unitaire de crise. Comme le remarque Patrick Verley, ils étudient l'essentiel, c'est-à-dire les manifestations particulières des phénomènes, la chronologie fine des enchaînements, les courroies de transmission, les facteurs favorables à la réduction ou à l'amplification des déséquilibres.

Conclusion

Résumer et répondre

On a donc montré que les crises pouvaient n'être vues que comme des phénomènes négatifs, révélant un danger. On peut aussi les considérer comme l'expression de contradictions qu'en même temps elles permettent de surmonter. Cependant, si elles offrent des opportunités pour aller dans ce sens, c'est sans garantie de progrès. Afin que les crises soient facteurs de développement, il faut que le contexte social s'y prête et permette à une volonté politique d'orienter les efforts collectifs dans ce sens. N'oublions pas que l'étymologie grecque du mot crise (*krisis*) veut dire « décision ».

Ouvrir

Selon Antonio Gramsci, « la crise, c'est quand le vieux meurt et que le neuf hésite à naître. » Toujours porteuses de changements, les crises sont plus que de simples accidents qu'un bon fonctionnement des marchés aurait permis d'éviter. Toutefois, au regard de l'histoire économique, il apparaît que cette période d'incertitudes peut durer très longtemps et déboucher sur des mutations tout à fait imprévisibles. Celle de l'Argentine au xx^e siècle montre que, secoué par de multiples crises, ce pays, qui fut aussi riche que la France, a suivi un processus de régression et non de développement.

Observation

On trouvera dans le manuel de *Méthodologie d'analyse économique et historique des sociétés contemporaines* (Pearson, 2008), une version à la fois différente et plus complète de ce corrigé assortie des indications données par le rapport du jury.